

# Moins confédéraliste, la N-VA est « pragmatique »

**Préfigurant les campagnes électorales de 2018 et 2019, le patron de la N-VA, Bart De Wever, a indiqué ce week-end que les priorités du parti seront l'économie, la sécurité et l'identité...**

**D**ans un an, la campagne électorale pour les élections communales et provinciales battra son plein en Belgique. Quelques mois plus tard, un autre scrutin pointera au calendrier, celui des élections législatives et régionales de 2019. Deux rendez-vous qui se préparent déjà dans les partis. Le week-end dernier, le président de la N-VA, Bart De Wever, a dévoilé les trois priorités que son parti entend mettre en avant au cours de ces mois de combats partisans : l'économie, la sécurité et l'identité. À l'inverse, le confédéralisme n'en fait pas partie. « Notre destin communautaire n'est plus entre nos mutins, a justifié dans les colonnes du *Laatste Nieuws* Bart De Wever. Nous n'allons pas faire de cadeau à nos adversaires en misant a priori sur le confédéralisme. Nous vivrons bien après les élections. »

Quelle crédibilité accorder aux propos du président de la N-VA ? Peut-on imaginer que le parti nationaliste flamand accepte pour une législature supplémentaire de remettre aux placards les rêves de confédéralisme et d'indépendance qu'il entretient pour la Flandre ? Et si tel devait être le cas, comment pourrait-il s'y prendre pour conserver ses électeurs les plus flaminguants ?

## Satisfaction au fédéral

La décision de la N-VA de ne pas faire du communautaire un axe prioritaire lors des prochaines campagnes, c'est

d'abord, selon Carl Devos, « le choix pragmatique » d'un parti qui souhaite se maintenir au pouvoir. « Bart De Wever sait que dans l'état actuel des choses, si la N-VA souhaite mettre à l'agenda le confédéralisme ou l'indépendance de la Flandre, elle ne trouvera pas de partenaires, explique le politologue. Par conséquent, il ne voit pas l'intérêt de lancer le débat. Ouvrir celui-ci, cela voudrait dire également faire des promesses que le parti ne pourrait pas tenir au terme de la prochaine législature. Ce qui pourrait alors lui être reproché. Par ailleurs, en avançant sur le terrain institutionnel, la N-VA mettrait dans l'embarras le MR, son partenaire francophone au fédéral. »

Au pouvoir au fédéral depuis 2014, la N-VA trouve, semble-t-

il, son compte dans la marche actuelle du gouvernement et dans les réformes qu'il mène, notamment sur le plan socio-économique. « En tout cas, le parti a fait le choix de dire que ce gouvernement fonctionnait, affirme Bart Maddens, politologue à la KUL, réputé proche du mouvement flamand. C'est à lier avec la stratégie de la N-VA pour les prochaines élections : défendre, d'un côté, le bilan de ce gouvernement et dire, de l'autre, qu'il faut aller vers le confédéralisme et l'indépendance, ce serait contradictoire ! »

Au cours des derniers mois, différents cadres de la N-VA se sont prononcés en faveur de la poursuite de l'expérience au fédéral. « La N-VA veut prolonger le contexte dans lequel la majorité actuelle fonctionne, avec des leviers fédéraux entre les mains des Flamands, indique Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Dans ce contexte, régionaliser n'est pas nécessaire. Cela passe par le maintien dans l'opposition des partis socialistes : volonté clairement affichée au cours des derniers mois. Jan Jambon l'a récemment pastichée, si l'on

veut, en déclarant qu'il était prêt à gouverner avec le PTB si l'on régionalise tout... Le fait pour la N-VA de renoncer à une réforme de l'Etat est conditionné au maintien dans l'opposition des partis socialistes. »

## La défense de l'identité flamande

En délaissant le terrain communautaire dans les prochains mois en vue des échéances électorales à venir, la N-VA pourrait mécontenter une part de ses électeurs, ceux qui restent profondément attachés au projet

confédéraliste, voire indépendantiste. « Oui, mais ils représentent quelques pourcents seulement de l'électorat du parti, indique Bart Maddens. Certes, ceux-là pourraient aller vers le *Vlaams Belang*. De 2014 à 2024, cela ferait dix ans sans avancée institutionnelle, cela pourrait

leur sembler long. Mais rien n'est sûr. Car, en mettant l'accent sur l'identité flamande face à l'islam ou sur la langue flamande dans le contexte de l'immigration, comme la N-VA semble vouloir le faire, elle pourrait limiter la perte vers le *Vlaams Belang* et conserver beaucoup de ces électeurs-là. »

« Pour continuer à être cette force de changement qu'elle veut être, la N-VA a clairement choisi d'investir des thèmes comme la sécurité ou l'identité, affirme Carl Devos. Confédéraliste, le parti continue de l'être au moins sur papier. Mais ce n'est plus sur ce terrain-là, sur le terrain institutionnel, qu'elle détonne, elle l'écrite même. Pour marquer les esprits, elle a Jan Jambon et la lutte contre le terrorisme et Theo Francken et les thématiques sur l'identité. Elle traite le tout avec le parler vrai dont elle veut qu'il continue à la caractériser. »

En misant sur certaines réformes socio-économiques, la N-VA prend le risque, selon Pascal Delwit, de déplaire « aux classes populaires qui ont pu voter pour elle. Ce risque pourrait se cristalliser en cas de mouvement social sur les questions socio-économiques. Mais c'est imprévisible. Et puis, le parti dispose d'atouts : les thématiques sécuritaires et migratoires ainsi que la relative faiblesse de la gauche, flamande et francophone. » ■

MATHIEU COLINET